

# PROJET DE FUSION

TRIBUNAL DE  
COMMERCE DE NANTERRE

30 JAN. 1996

DÉPÔT N°

2904

80 B 1936

Les sociétés :

**FIDUCIAIRE DE FRANCE** - Société d'Expertise Comptable - Commissaire aux Comptes  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
au capital de 30.452.000 F, ayant son siège à LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine) 2 bis, rue de Villiers  
immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 775 726 417

représentée par Monsieur Jean-Paul Griziaux, Président du Directoire.

et

**FRANÇOIS KIMMEL - ANDRÉ TOUATI**, société anonyme d'expertise comptable  
Société Anonyme au capital de F. 578.000, ayant son siège à PARIS-LA-DEFENSE (92975) - 18 Place des Reflets,  
Tour Aurore  
immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 309 395 861 (95B04992),

représentée par Monsieur François KIMMEL, Président du Conseil d'administration

ont établi comme suit un projet de fusion aux termes duquel le Cabinet FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI doit transmettre son patrimoine à FIDUCIAIRE DE FRANCE.

Ce projet a été arrêté par le conseil d'administration du Cabinet FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI aux termes d'une délibération en date du 15 janvier 1996 et par le Directoire de FIDUCIAIRE DE FRANCE aux termes d'une décision en date du 15 janvier 1996.

## I - CARACTERISTIQUES DES SOCIETES PARTICIPANTES

- 1 Le Cabinet FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI est une société anonyme ayant son siège à PARIS-LA-DEFENSE (92975) - 18 Place des Reflets, Tour Aurore  
immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 309 395 861 (95B04992),

Elle a pour objet l'exercice de la profession d'expert comptable.

Son capital, fixé actuellement à F. 578.000 est divisé en 5.780 actions d'une seule catégorie de F. 100 chacune entièrement libérées.

La société n'a émis aucune obligation, aucun certificat d'investissement ni aucune autre valeur mobilière donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital. Elle n'a consenti, au bénéfice des membres du personnel, aucune option donnant droit à l'achat ou à la souscription d'actions.

2. FIDUCIAIRE DE FRANCE est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, ayant son siège à LEVALLOIS-PERRET (Hauts de Seine), 2 bis rue de Villiers, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 775 726 417.

Elle a pour objet l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes.

Son capital, fixé actuellement à 30.452.000 F est divisé en 761.300 actions de F 40 chacune entièrement libérées, réparties en 2 catégories A et B, la catégorie "A" étant réservée aux professionnels travaillant dans la société inscrits au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables Agréés, en qualité d'expert comptable, et sur la liste des Commissaires aux Comptes.

La société n'a émis aucune obligation, aucun certificat d'investissement ni aucune autre valeur mobilière donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital. Elle n'a consenti, au bénéfice des membres du personnel, aucune option donnant droit à l'achat ou à la souscription d'actions.

## **II - LIENS DE CAPITAL ENTRE LES SOCIETES PARTICIPANTES - CONSEQUENCES**

La Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI ne détient aucune action de FIDUCIAIRE DE FRANCE.

En revanche, FIDUCIAIRE DE FRANCE détient à ce jour la totalité des actions représentant la totalité du capital de la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI.

FIDUCIAIRE DE FRANCE s'engage à maintenir cette détention en permanence jusqu'à la réalisation de la fusion. Sous réserve du respect de cet engagement, les dispositions de l'article 378-1 de la loi sur les sociétés commerciales sont applicables à l'opération. En conséquence, les sociétés participantes sont dispensées notamment de désigner des commissaires à la fusion.

## **III - MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION**

Les sociétés FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI et FIDUCIAIRE DE FRANCE exerçant les mêmes activités et le capital de la première étant détenu exclusivement par la seconde, la fusion projetée est une opération de restructuration interne qui doit permettre, en supprimant une structure, d'économiser des frais de gestion.

## **IV - COMPTES DE REFERENCE**

Les comptes utilisés pour établir les conditions des apports-fusions de la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI sont ceux du dernier exercice social, clos le 30 septembre 1995, qui ont été arrêtés par son conseil d'administration et seront soumis à l'approbation de l'actionnaire unique avant la réalisation de la fusion.

## **V - EFFETS DE LA FUSION**

La fusion emportera les effets suivants :

- elle entraînera la dissolution sans liquidation de la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI et la transmission universelle de son patrimoine à FIDUCIAIRE DE FRANCE dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de l'opération.

Il ne sera procédé ni à un échange d'actions, ni donc à une augmentation de capital de la société bénéficiaire, cette dernière détenant la totalité des actions composant le capital de la société qui disparaît.

- FIDUCIAIRE DE FRANCE sera débitrice de tous les créanciers de la société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI au lieu et place de cette dernière société sans que cette substitution emporte novation et sera subrogée dans tous les droits et obligations du Cabinet FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI.

- Les opérations de la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI seront du point de vue comptable et fiscal considérées comme accomplies par FIDUCIAIRE DE FRANCE à partir du 1er octobre 1995.

## VI - DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF A TRANSMETTRE

L'actif et le passif de la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI dont la transmission à FIDUCIAIRE DE FRANCE est prévue comprenaient au 30 septembre 1995 les éléments ci-après énumérés et estimés :

### **ACTIF**

	Valeurs comptables	Valeurs d'apport
- Les éléments incorporels ayant une valeur patrimoniale du cabinet d'expertise comptable exploité à PARIS-LA-DEFENSE (92975) 18 Place des Reflets, Tour Aurore, évalués	1.180.205	13.440.000
- Des logiciels d'un montant brut de 83.429 F amortis à concurrence de 83.429 F	0	0
- Des agencements, aménagements, installations d'un montant brut de 2.043.962 F amortis à concurrence de 1.926.044 F soit un montant net de	117.918	117.918
- Du matériel de bureau et informatique, et du mobilier d'un montant brut de 415.753 F amortis à concurrence de 376.677 F, soit un montant net de	39.076	39.076
- Des dépôts et cautionnements pour	117.490	117.490
- Des en-cours de production de services	677.530	677.530
- Les créances envers les clients et comptes rattachés d'un montant brut de 9.030.025 F provisionnées à concurrence de 2.325.997 F soit d'un montant net de	6.704.028	6.704.028
- D'autres créances pour	116.011	116.011
- Des valeurs mobilières de placement	620.074	620.074
- Des disponibilités d'un montant de	974.379	974.379
- Des charges constatées d'avance	64.980	64.980
<b>TOTAL</b>	<b>10.611.691</b>	<b>22.871.486</b>

## **PASSIF**

	Valeurs comptables	Valeurs d'apport
- Des provisions pour charges	267.918	267.918
- Des emprunts et dettes financières	42.560	42.560
- Les dettes envers les fournisseurs et les comptes rattachés d'un montant de	828.663	828.663
- Les dettes fiscales et sociales représentant	5.066.618	5.066.618
- Des autres dettes	30.639	30.639
- Des produits constatés d'avance pour	945.880	945.880
TOTAL	7.182.278	7.182.278

L'actif transmis s'élevant à ..... 22.871.486 F.

et le passif à ..... 7.182.278 F.

L'actif net apporté est de ..... 15.689.208 F.

## **VII - MONTANT PREVU DE LA PRIME DE FUSION**

La différence entre :

- l'apport net de la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI  
soit ..... 15.689.208 F.
- et la valeur comptable des actions FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI dans les écritures FIDUCIAIRE DE  
FRANCE, soit ..... 12.320.063 F

Représentant par conséquent ..... 3.369.145 F

sera inscrite au passif du bilan de la société bénéficiaire au compte PRIME DE FUSION.

## **VIII - DISPOSITIONS ET DECLARATIONS DIVERSES**

- Au cas où la transmission de certains contrats, de certains droits ou de certains biens serait subordonnée à l'accord ou l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers, la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI les sollicitera en temps utile.
- Cette dernière certifie que depuis le 1er octobre 1995, elle n'a accompli aucun acte de disposition ni aucune opération quelconque sortant du cadre de la gestion courante et elle s'interdit, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, si ce n'est avec l'accord de FIDUCIAIRE DE FRANCE, d'accomplir des actes ou opérations de cette nature.
- La Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI n'a conclu aucun contrat de longue durée d'importance significative.
- FIDUCIAIRE DE FRANCE se substituera à la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI dans toutes ses obligations à l'égard du personnel, en se conformant aux dispositions légales ou conventionnelles.

## **IX - DECLARATIONS FISCALES**

- Pour la perception des droits d'enregistrement, les sociétés participantes, sociétés anonymes françaises soumises à l'impôt sur les sociétés, entendent placer la fusion projetée sous le régime défini à l'article 816 du Code Général des Impôts.
- En matière d'impôt sur les sociétés, l'opération est soumise aux dispositions prévues sous les articles 210 et 210 A du même code. En conséquence, FIDUCIAIRE DE FRANCE s'engage à respecter les conditions édictées par celles-ci, spécialement :
  - . à calculer les plus-values réalisées à l'occasion de la cession ultérieure des immobilisations non amortissables qui lui sont transmises d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée,
  - . à réintégrer dans ses bénéfices imposables, les plus-values éventuellement dégagées sur les immobilisations amortissables transmises par parts égales sur cinq ans ou antérieurement lors de la cession d'un bien apporté pour la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée,
  - . à se substituer à la société absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition aurait été différée chez la société absorbée,
  - . à inscrire dans son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée.
  - . à reprendre à son passif la réserve spéciale des plus-values à long terme de la société absorbée.
- La société bénéficiaire se substituera à la Société FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI pour toutes autres obligations fiscales : notamment FIDUCIAIRE DE FRANCE reprendra ses obligations relatives à la participation des employeurs à l'effort de construction, en matière de taxe d'apprentissage et de formation professionnelle continue.
- L'apport de biens mobiliers corporels n'est pas soumis à la TVA en application de l'instruction de la DGI 3A-6-90 du 22 février 1990, ces biens étant compris dans une universalité. En contrepartie, la société bénéficiaire s'engage à soumettre à la TVA, les cessions ultérieures des biens en cause et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du CGI telles qu'elles auraient été exigibles si la société absorbée avait continué à utiliser ces biens.

## **X - REALISATION DE LA FUSION**

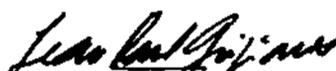
Après approbation, par l'actionnaire unique de la société qui disparaît, des comptes établis au 30 septembre 1995, la fusion projetée sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FIDUCIAIRE DE FRANCE.

Elle deviendra définitive au jour de cette assemblée qui approuvera l'opération dans les conditions prévues par la loi, sur justification, notamment, que celles fixées sous l'article 378-1 précité de la loi sur les sociétés commerciales sont remplies.

## **XI - FRAIS ET DROITS**

Les frais, droits et honoraires occasionnés par la fusion seront supportés par la société bénéficiaire.

Fait  
en 11 exemplaires  
A Levallois  
Le 22 janvier 1996

  
KIM G FIDUCIAIRE DE FRANCE

  
FRANCOIS KIMMEL - ANDRE TOUATI